

*Le budget—M. Penner*

Ce que le discours budgétaire a l'air de dire par endroits, c'est que le gouvernement comprend nos problèmes, qu'il sympathise avec nous mais qu'il ne peut rien y faire. En fait, ce que le budget semble dire, c'est que le gouvernement a des problèmes qui sont plus gros et plus graves que ceux du travailleur pauvre, du sans-emploi et de celui qui vit dans une région économiquement défavorisée. Le gouvernement dit qu'il sympathise avec nous, qu'il se fait du souci et qu'il comprend, mais qu'il ne peut rien y faire parce que ses problèmes sont plus gros que les nôtres.

Cela pourrait être excusable entre députés qui conversent au Parlement, mais les habitants des régions économiquement défavorisées, ceux qui entrent dans la catégorie de ce qu'on appelle les travailleurs pauvres et ceux qui n'ont pas d'emploi ne trouvent pas du tout convaincant de s'entendre dire: «Mon ami, tu t'imagines que tu as des problèmes. Ne comprends-tu pas qu'ils ne sont rien à côté de ceux du gouvernement? Ne comprends-tu pas que le gouvernement sympathise avec toi et qu'il se fait du souci pour toi, mais qu'il est impuissant à rien y changer?»

Le budget a l'air de dire par endroits que le gouvernement sait que ce qu'il fait n'est pas bien, mais qu'il va quand même continuer de le faire. J'en donne un exemple. On lit quelque part dans le budget que la taxe fédérale de vente est injuste et inefficace et qu'elle fait perdre des emplois. Il n'y a pas beaucoup de parlementaires qui contesteront cela. Mais après avoir ainsi analysé correctement une taxe inopportune, le gouvernement impose de nouvelles taxes de vente et d'accise, qui vont aller chercher environ 700 millions de dollars de plus dans la poche des contribuables.

Bien sûr, il y a des consommateurs qui sont en état de supporter ce fardeau, mais je vous dis, monsieur le Président, que pour les travailleurs pauvres, pour ceux qui n'ont pas d'emploi et qui comptent soit sur l'assurance-chômage, soit sur l'assistance sociale provinciale et locale, ou encore pour l'habitant d'une région défavorisée, ce fardeau supplémentaire est insupportable.

Dans son programme de renouveau économique, le ministre affirme que la prospérité du Canada dépend de l'exploitation des atouts de toutes les régions du pays. Quand le ministre a écrit cela ou quand quelqu'un l'a rédigé à sa place, on avait à l'esprit le caractère propre du Canada, c'est-à-dire que toutes les régions ont leur rôle à jouer dans la prospérité nationale d'ensemble. On ne peut pas compter sur seulement quelques régions qui pètent de santé économique. Le ministre a dit que la prospérité dépend de l'exploitation des atouts de toutes les régions, et il a raison. Mais ce que nous voulons, c'est qu'il mette en pratique ce qu'il prêche.

Le même ministre qui a utilisé cette phrase merveilleuse disant que la prospérité dépend de l'exploitation des atouts de toutes les régions du pays, affirme ensuite que le renouveau économique national masque certains problèmes régionaux, principalement dans les régions dépendantes du secteur primaire. Le ministre reconnaît donc qu'il y a un problème.

Je sais d'expérience de quoi il parle, car, à l'instar d'autres régions, la région du nord de l'Ontario que je représente

compte sur l'exploitation de ses richesses naturelles pour assurer son bien-être économique. Elle compte, par exemple, sur l'exploitation forestière et l'industrie minière. Elle compte sur l'agriculture et le tourisme. Ce sont tous là des secteurs qui dépendent des richesses naturelles.

Je tiens à informer la Chambre et vous, monsieur le président, que ces quatre secteurs ne vont pas bien du tout dans la région que je représente. Nous avons des problèmes. Des problèmes graves.

• (1250)

Je le répète, le ministre des Finances (M. Wilson) a l'honneur de le reconnaître. Il reconnaît qu'il existe des problèmes, mais il ne propose aucune solution. En fait, au lieu d'offrir quelque raison d'espérer ou même une aide symbolique, il aggrave le problème. Il empire les choses avec ses diverses mesures et propositions budgétaires. Dans le document que j'appelle son «programme», il écrit: «Le développement des industries d'exploitation des ressources naturelles exige une grande attention, tout comme le défi du développement régional».

De quel défi le ministre des Finances parle-t-il? Si on l'en croit, il s'agit d'atténuer les effets de la baisse des prix tout en aidant les producteurs à s'adapter aux réalités du marché. Cela intéresse beaucoup les Canadiens du nord de l'Ontario, les gens que je représente, qui dépendent du secteur de l'exploitation des richesses naturelles. C'est un argument très séduisant. Tous les passages de ce magnifique sermon portent. Tout cela est judicieux. Mais en même temps, les choses sont tellement différentes dans la pratique.

Dans le discours du budget, le ministre fait remarquer, ne serait-ce qu'en passant, que les retombées de notre croissance économique n'ont pas été partagées de manière égale dans le pays. Puis il avoue honnêtement et carrément: «Certaines régions souffrent». Oui, je peux dire au ministre que certaines régions du pays souffrent et même cruellement. J'ai déjà expliqué aux députés que le nord de l'Ontario en faisait partie, et plus particulièrement le nord-est où le taux de chômage frise en ce moment 15 p. 100. Le taux de chômage chez les jeunes dans le nord de la province est d'environ 22 p. 100.

Pour réussir à soutenir la concurrence internationale acharnée, et à poursuivre son activité, le secteur forestier a dû moderniser sa technologie, ce qui a malheureusement nécessité une compression des effectifs. Dans bien des usines de pâtes et papier, les travailleurs ont été remplacés par des machines. La nécessité de rentabiliser le secteur pour en garantir la compétitivité a entraîné davantage de licenciements. Les mesures obligatoires de lutte contre la pollution, certes utiles et importantes, signifient des dépenses supplémentaires et donc d'autres compressions dans le secteur. Le coût du transport du bois de la forêt à l'usine où il sera transformé en un produit commercialisable est extrêmement élevé dans cette région du Canada. Voilà pourquoi les marges bénéficiaires ne sont pas très intéressantes. Les bénéfices ne sont pas élevés. En fait, dans bien des cas, ils sont dérisoires.